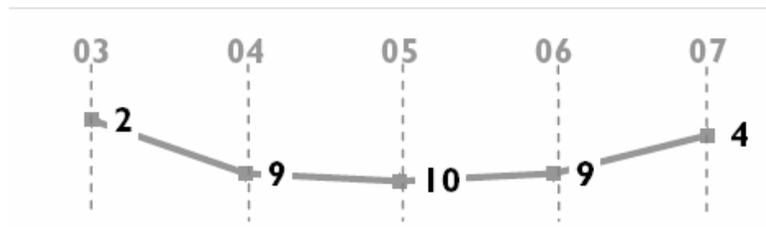


La compétitivité de l'économie luxembourgeoise s'améliore

Selon le *World Competitiveness Yearbook 2007*, publié par l'institut suisse IMD (*International Institute for Management Development*), le Luxembourg se classe au 4^{ème} rang mondial des économies les plus compétitives. L'analyse repose tant sur des indicateurs statistiques que sur l'opinion des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprise. Au Luxembourg, l'enquête auprès des entreprises est coordonnée par la Chambre de Commerce (cf. www.cc.lu).

La comparaison du classement 2007 avec celui des années précédentes permet de constater une amélioration sensible de la position du Luxembourg. Pendant plusieurs années successives (2004, 2005 et 2006), l'économie luxembourgeoise oscillait entre le 9^{ème} et le 10^{ème} rang.

Evolution du classement de l'économie Luxembourgeoise dans le World Competitive Yearbook (2003-2007)



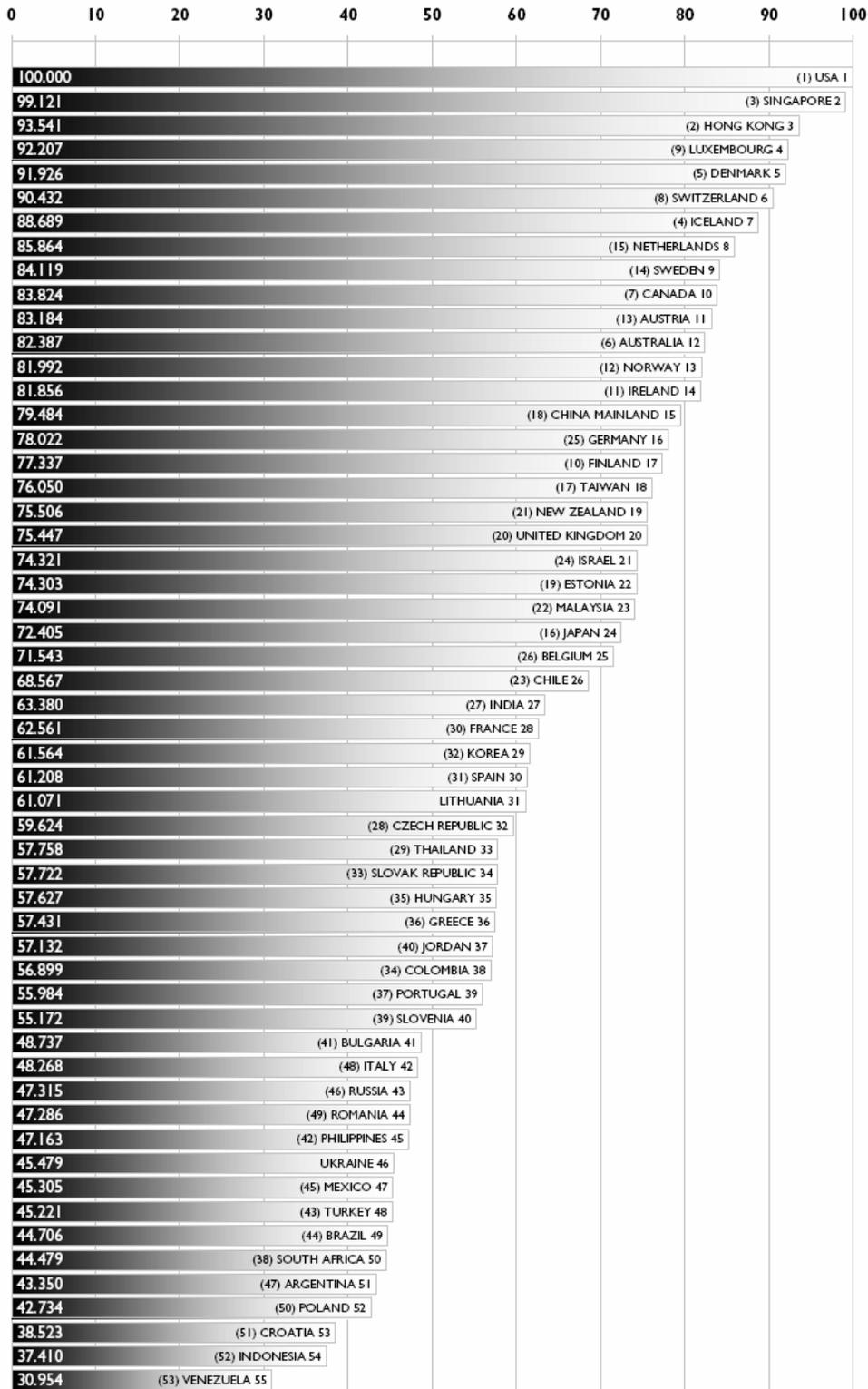
Une première analyse permet d'observer que Luxembourg a retrouvé sa place parmi les économies les plus compétitives au monde, en se classant derrière les Etats-Unis (1^{er}), Singapour (2^{ème}) et Hong Kong (3^{ème}). Parmi les économies européennes, plusieurs pays affichent une compétitivité comparables, quoique légèrement inférieure à celle du Luxembourg : le Danemark occupe le 5^{ème} rang du classement, suivi par la Suisse, l'Islande, les Pays-Bas et la Suède.

Les pays voisins connaissent également une amélioration de leur compétitivité. Tandis que cette amélioration est faible pour la France (qui passe du 30^{ème} au 28^{ème} rang) et la Belgique (qui passe du 26^{ème} au 25^{ème} rang), elle est plus conséquente pour l'économie allemande (qui passe du 25^{ème} au 16^{ème} rang) et pour les Pays-Bas (passant du 15^e au 8^e rang). L'amélioration importante de la compétitivité des économies allemande et néerlandaise s'explique en grande partie par les réformes structurelles notables mises en œuvre récemment dans ces pays.

D'une manière générale, le Luxembourg parvient à améliorer sensiblement sa situation compétitive au regard du classement IMD. Cela ne signifie pas pour autant que le Grand-Duché ait résolu ses problèmes économiques structurels. Il est important de souligner que l'enquête IMD auprès des chefs d'entreprise a été réalisée alors que seules quelques décisions du Comité de Coordination Tripartite (réunissant le gouvernement et les partenaires sociaux en vue d'améliorer la compétitivité du pays et de rétablir l'équilibre des finances publiques) ont été mises en œuvre et que d'autres mesures étaient en train d'être négociés.

La Tripartite comporte en effet une série d'améliorations temporaires, mais manquant d'incisivité, de sorte que les mesures qui y figurent peuvent avoir légèrement amélioré les réponses des entreprises, sans que cet effet ne se prolonge forcément à moyen terme.

The IMD World Competitiveness Scoreboard 2007



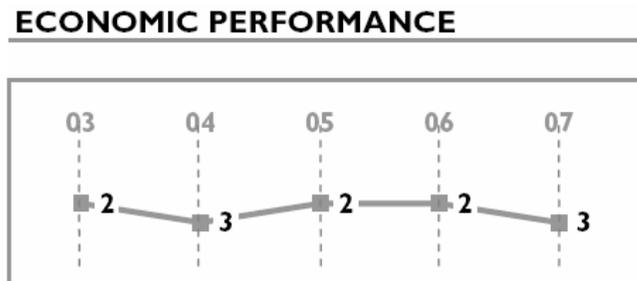
(2006 rankings are in brackets)

De plus, des réformes structurelles seront nécessaires afin de préserver durablement la situation compétitive de l'économie luxembourgeoise, dans les domaines de l'enseignement, de la formation initiale et continue, de la recherche, de la sécurité sociale, de la fiscalité, des finances publiques et des infrastructures. De ce point de vue, des propositions concrètes existent de longue date (cf. le document de la Chambre de Commerce « Entreprise Luxembourg », les propositions de l'UEL, le rapport Fontagné, etc...).

Analyse détaillée de la situation compétitive de l'économie luxembourgeoise

Le classement du World Competitiveness Yearbook 2007 comporte l'analyse de quatre séries d'indicateurs : les performances économiques (*Economic performance*), l'efficacité des pouvoirs publics (*Government efficiency*), l'environnement des affaires (*Business efficiency*) et la qualité des infrastructures (*Infrastructure*).

En termes de **performances économiques** (*Economic performance*), le Luxembourg occupe la 3^{ème} place au niveau mondial, une excellente position que le pays occupe depuis plusieurs années. L'institut IMD salue notamment les bonnes performances des entreprises luxembourgeoises qui permettent au pays de disposer d'un niveau de vie élevé des habitants et d'un taux de croissance de l'emploi exceptionnel. Ces performances sont dues notamment au dynamisme du commerce extérieur et plus particulièrement à celui des exportations de services. Parmi les services, ce sont les services financiers qui expliquent en grande partie cette évolution favorable.



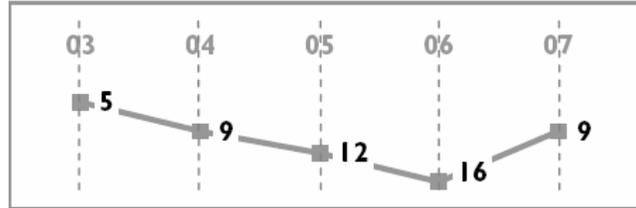
Cependant, ces performances ne parviennent pas à dissimuler un certain nombre de faiblesses structurelles. Le World Competitiveness Yearbook 2007 souligne notamment le manque de diversification de l'économie luxembourgeoise, fortement dépendante du seul secteur financier. Au-delà de l'analyse des statistiques économiques, l'étude menée auprès des chefs d'entreprises montre que les délocalisations aussi bien de sites de production industriels que de prestataires de services constituent une menace réelle aux yeux des chefs d'entreprise.

En termes d'**efficacité des pouvoirs publics** (*Government efficiency*), le World Competitiveness Yearbook 2007 souligne une amélioration des performances luxembourgeoises. Dans ce domaine, le Luxembourg passe du 16^{ème} rang en 2006 au 9^{ème} rang en 2007.

La stabilité politique et la forte cohésion sociale qui caractérisent le Grand-Duché sont des atouts indéniables en termes de compétitivité.

Le World Competitiveness Yearbook 2007 souligne cependant la perte de terrain enregistrée au niveau de la politique fiscale en faveur des sociétés implantées au Grand-Duché. En effet, le Luxembourg n'offre plus un environnement fiscal hautement attractif pour les entreprises : avec une pression fiscale de 30,38%, le Luxembourg se situe dans la moyenne des pays de l'OCDE. Dans ce contexte, il faut relativiser le taux d'affichage de 30,38%.

GOVERNMENT EFFICIENCY

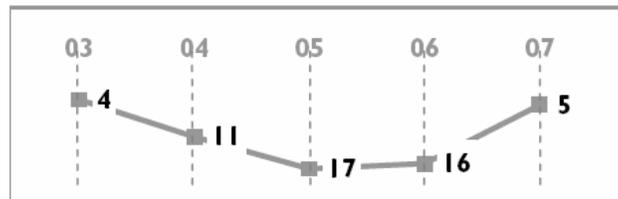


En effet, grâce aux mesures fiscales mises en place par le gouvernement pour soutenir l'investissement industriel, un grand nombre d'entreprises sont soumises à une pression fiscale réelle inférieure. Même si la base fiscale reste relativement étroite, il n'en reste pas moins que le taux d'affichage continu à avoir un effet important sur le choix d'investisseurs étrangers et sur la capacité du Luxembourg à attirer de nouvelles activités et de nouveaux prestataires de services.

En termes d'**environnement des affaires** (*Business efficiency*), la situation s'améliore nettement, passant de la 16^{ème} à la 5^{ème} place, mais demeure très disparate. D'un côté, les performances du secteur financier sont parmi les meilleures du monde. En même temps, le World Competitiveness Yearbook 2007 souligne notamment la nécessité d'adopter des réformes à la fois économiques et sociales afin d'améliorer l'environnement des affaires au Grand-Duché.

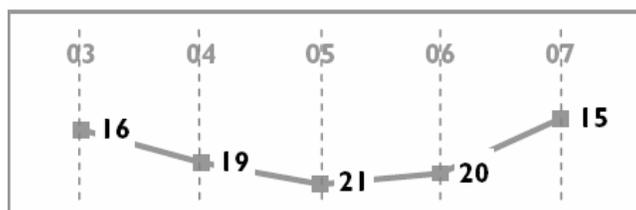
Il souligne également les difficultés qu'il y a à faire accepter par le plus grand nombre la nécessité de telles réformes. Le taux d'emploi féminin, par exemple, est particulièrement faible. La flexibilité et l'adaptabilité des individus sont également très faibles. Cela se caractérise par exemple par un taux de création d'entreprises parmi les plus bas de l'Union européenne.

BUSINESS EFFICIENCY



Enfin, c'est dans le domaine des **infrastructures** que les performances luxembourgeoises sont les moins satisfaisantes, même si, par rapport à l'année dernière, la situation semble s'améliorer.

INFRASTRUCTURE



Ce domaine comprend aussi bien les infrastructures de communication (téléphone, Internet), les infrastructures disponibles dans le domaine de la formation de capital humain (Université, formation continue), que les performances du Luxembourg en matière de création de connaissances (recherche scientifique, R&D, innovation).

Dans ces différents domaines, plusieurs éléments positifs doivent cependant être soulignés, notamment en ce qui concerne le nombre élevé de brevets déposés par l'industrie proportionnellement au nombre d'habitants, le degré d'équipement en téléphones portables, etc.

Le World Competitiveness Yearbook 2007 rappelle également que le multilinguisme constitue un atout essentiel du Grand-Duché en termes de compétitivité.

Mais, parallèlement, le Luxembourg connaît d'importantes difficultés dans plusieurs secteurs clés pour le développement de l'économie de la connaissance. Ainsi, l'éducation ne répond pas suffisamment aux besoins réels de l'économie, aussi bien au niveau de la formation initiale que dans le domaine de la formation continue.

* * *

Des informations supplémentaires concernant le World Competitiveness Yearbook 2007 sont disponibles auprès du Département Economique de la Chambre de Commerce (tel. 42 39 39 - 351 ; e-mail : eco@cc.lu).